

Théologiens : à vos marques !

Par Jacques Varet

Face aux questions très actuelles posées en termes d'environnement et de développement durable, le monde protestant français – et plus particulièrement l'ERF – se trouve dans une situation paradoxale. Ce fait a déjà été souligné¹, mais toutes les conséquences n'en ont pas été tirées. Nous proposons de contribuer à rouvrir le débat, et d'abord le travail théologique, en tenant compte des données nouvelles, notamment celles qui découlent de la mise en œuvre des politiques liées au changement climatique et plus généralement au développement durable. Politiques qui ne sont plus seulement le fait d'« écolos » éclairés ou de « verts » marginaux, mais entrent de plain pied dans la perception collective et la politique majoritaire avec notamment le cri de Jacques Chirac : « La terre brûle ! », à Johannesburg en 2002 et la mise en place du « Grenelle de l'Environnement » par le gouvernement Sarkozy à l'été 2007.

Le paradoxe protestant français tient au fait que, alors que des penseurs éminents, comme Jacques Ellul ou Théodore Monod, ont eu un rôle précurseur dès le début de la seconde moitié du siècle dans la prise de conscience et la popularisation de ces questions, et tandis que la jeunesse protestante s'impliquait dans l'engagement écologique au plan associatif et politique, l'Eglise Réformée elle-même marquait un net recul. Non seulement elle ne s'engageait pas dans cette direction, mais elle prenait nettement ses distances avec les mouvements qui, au sein même du protestantisme mondial, témoignaient de l'engagement nécessaire.

La thématique avait été lancée par le Conseil œcuménique des Eglises à Vancouver en 1983 sous le titre “*Justice, Paix et Sauvegarde de la Création*” (dit en abrégé « JPSC ») et particulièrement portée par les Eglises allemandes², et poursuivie par le rassemblement de Bâle en 1989 sur le thème “*Paix et justice pour la création entière*”. Jusqu'alors les Eglises étaient intéressées à la paix et à la justice, mais la problématique de l'environnement était nouvelle. On se rendit compte que toutes trois étaient liées, tant au plan des causes que des remèdes à apporter. JPSC marquait aussi une étape dans l'engagement des chrétiens et des Eglises dans une collaboration avec d'autres personnes, religions ou organisations, sur des questions qui concernent tout le monde.

En réponse au COE et la KEK, même si ce n'est pas une prise de position officielle, l'ouvrage “*L'Agitation et le rire*”,³ reste sans doute la principale contribution théologique de l'ERF. Le titre, extrait du Psaume 2 : “*Pourquoi les Nations s'agitent-elles ? Il rit, celui qui règne dans les cieux*”, illustre le sens du manifeste, qui est de railler, au nom d'une analyse théologique, le processus JPSC et les mécanismes de prise de conscience pour les questions d'environnement et de développement, naissants à cette époque là. Citant Paul aux Corinthiens, l'ouvrage conteste fondamentalement le fait de fonder une position d'Eglise sur des questions contemporaines non énoncées explicitement par l'Évangile : “*Selon la grâce de Dieu qui m'a été donnée, comme un sage architecte, j'ai posé le fondement et un autre bâtit dessus. Mais que chacun prenne garde à la manière dont il bâtit dessus. Car personne ne peut poser un autre fondement que celui qui a été posé, savoir Jésus-Christ*”. Co-signé par sept

¹ Voir texte de la FPF : « environnement de développement durable », coordonné par J.Varet, avec J.Ph.Barde et al. 2003

² et le physicien et philosophe Karl Friedrich von Weizsäcker (cf. son ouvrage « *Le temps presse* »)

³ publié en 1989 dans la collection “ Les Bergers et les Mages ”

théologiens, il s'agit en définitive de *prôner sur ces questions le silence et l'humour de la part des Églises*, quelle que soit l'actualité politique.

Certes, l'ERF s'est néanmoins associée aux initiatives de la KEK et du Conseil œcuménique précitées, et plus récemment à la déclaration publiée par le Conseil des Églises chrétiennes en France, qui invitait en 1999 les Chrétiens à revisiter leur théologie de la création et à s'engager dans des initiatives concrètes dans leurs Églises et à participer au débat public. Certes, la FPF a publié le texte « environnement et développement durable » en 2003, puis plusieurs « contributions au débat » en 2006. Mais on souffre encore du déficit de références théologiques et d'une réelle prise en compte de ces questions dans le travail des synodes, le matériel catéchétique, ou la formation des pasteurs.

Pourtant les Églises seraient susceptibles de détenir sur ces questions une partie des éléments de réponses aux questions de société très actuelles. La question du changement climatique a des résonances psychologiques sur lesquelles personne n'a travaillé. Comment réagissent les citoyens ? Le diagnostic est qu'il y a accord sur le problème : pas de remise en cause de la réalité du diagnostic, tant concernant la limite des ressources fossiles que l'effet des émissions qui découlent de leur combustion sur le changement climatique. Mais en fin de compte, domine un sentiment d'angoisse (le film d'Al Gore suscite un sentiment de crise). Ce qui ressort est un appel à la pression sur les comportements, un processus de mise en danger de soi. Le public informé en vient à réaliser qu'il n'y a pas de projection de sa vie en progrès par rapport à ses parents. S'ajoute un risque fort de rupture du consensus social. Comme dans l'apprentissage d'une maladie grave, le mécanisme psychologique qui s'enclenche touche au rapport de la personne à la vie. Le manque de capacité d'adaptation se traduit par une distance accrue entre les comportements adoptés et les transformations de vie que l'on est capable de vivre. Un travail de construction reste à faire auquel l'individu et la société ne sont pas préparés.

Pour répondre à ces enjeux, il faut certes un processus descendant (du « pouvoir » vers le citoyen), mais il ne pourra pas fonctionner seul sans processus ascendant (« initiative citoyenne », individuelle ou collective). Pour fonder ces mouvements, il faut de la recherche philosophique et théologique. Fait nouveau pour l'humanité, nous ne sommes plus dans une période d'expansion, mais dans une période de confrontation aux limites. Plus que jamais, il y a nécessité de construire une perspective de vie, un imaginaire personnel, dans lequel on projette un futur pour l'humanité et aussi pour soi-même. Il faut aider chacun à réaliser qu'il n'y a de richesse possible que par combinatoire entre systèmes écologiques et êtres humains ; répondre au double questionnement écologique et anthropologique. Le rôle des Églises est d'autant plus nécessaire que le « politique » (le « pouvoir ») est pris au dépourvu : il se méfie car il est pris à revers de son discours traditionnel. Il y a rupture dans la perspective de « mieux-être », alors que le politique ne sait jouer que s'il se voit capable de prendre en charge une transition progressive vers un futur meilleur, voire réussi.

Actuellement, la réponse la plus facile à élaborer découle de la théologie romaine dominante : *l'économie du salut*. Pour éviter la damnation éternelle, l'Église Catholique a su inventer une comptabilité des pertes et des recettes : les péchés d'un côté et les bienfaits de l'autre. Dans ce système de pensée, les indulgences sont là pour permettre le rachat des péchés. Comme souvent en France, nous en observons aujourd'hui une sorte de traduction laïque et républicaine. D'un côté de la balance, force est de constater des méfaits d'un « développement » basé sur l'exploitation massive des énergies fossiles et la consommation effrénée d'énergie, et de l'autre une seule réponse est offerte : exacerber la culpabilité

individuelle et collective et remettre en vigueur un système de rachat par acceptation de contraintes ou de pertes de liberté. Une forme de rachat par les œuvres, en quelque sorte !

Or, les conditions même de la génération de nouveaux outils doivent être basées sur le constat que nous entrons dans un nouveau cycle de relation de l'homme à la planète (c'est-à-dire de relation culture-nature, ou technologie-milieu). Dans ce basculement fondamental, la théologie réformée n'est pas démunie. Partant du constat de la grâce reçue en abondance, des biens planétaires et de l'intelligence collective dispensés à l'homme « à l'image de Dieu », la réponse se trouve dans la responsabilité qui en découle pour l'individu et la collectivité. Une réponse construite sur une démarche de reconnaissance⁴ Le fameux « thanks giving » presbytérien a trouvé une traduction dans la société civile américaine, mais pas ici. Or il est de notre responsabilité, comme l'avait fait Ferdinand Buisson du temps de Jules Ferry, de refonder une attitude qui s'appuie sur l'éducation, basée sur la recherche et la diffusion de la connaissance vers le plus grand nombre. Faire partager l'assurance d'une humanité comblée de biens et déjà pardonnée, et de ce fait fondamentalement responsable.

Cette attitude passe notamment par la mise en œuvre des principes de précaution et de prévention, y compris par la pratique de la « prophétie de malheur », pour mieux le conjurer !⁵ Max Weber disait qu'on était passé « *de l'économie du salut au salut par l'économie* ». Or, nous sommes parvenus à un stade où l'on est en passe de *sortir du salut par l'économie*. Nous disposons des clés pour travailler à une *nouvelle économie du salut en ouvrant le champ des possibles sur les manières dont l'humanité peut se sortir de sa mauvaise passe actuelle*.

En effet, si l'humanité est proche de la sortie de route (si elle s'enferme dans le « busines as usual », voire le terrorisme du désespoir, ou la guerre du plus fort), d'autant plus la théologie protestante devrait-elle être en mesure d'inventer (tant qu'il est encore temps) le chemin de conscience qui permettrait une autre destinée, plus conforme à une image de l'homme fait à l'image de Dieu. La dernière parole de Jésus sur la croix « *Père pardonne-leur, ils ne savent pas ce qu'ils font* » ne peut pas être prise comme un constat d'échec, mais comme un appel à la responsabilité !

Le silence assourdissant de l'ERF sur ce sujet ne peut plus durer. Partant des quelques éléments déjà disponibles (voir notamment les contributions réunies dans ce numéro), un nouveau travail théologique collectif est à envisager, pour répondre aux besoins « internes » des communautés (liturgie, engagements...), mais aussi pour une parole de l'Église dans la société (inaudible aujourd'hui). C'est donc par un plaidoyer pour un travail théologique nouveau pour notre Eglise, à la mesure du tournant que doit affronter l'humanité que je conclurai ce propos. Travail que doit entreprendre l'ERF en mobilisant, ses conseils presbytéraux, ses facultés de théologie, ses théologiens, et même ses synodes. C'est une œuvre collective européenne et internationale à laquelle elle doit contribuer après une trop longue absence dans le cadre de la KEK, du COE et des cercles œcuméniques. Il faudra notamment savoir répondre à des questions comme :

- Comment fonctionnent les imaginaires individuels et collectifs face aux changements de civilisation, et comment trouver des paroles à la fois justes et audibles ?
- Comment faire le lien entre l'évolution de l'individu, considéré à titre personnel, et la planification à moyen et long terme (déroulé de vie personnelle réussie, avec

⁴ Paul Ricoeur, *Parcours de Reconnaissance*, 2003.

⁵ Voir Hans Jonas, *Le Principe responsabilité*, 1990 et Jean Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé*, 2002.

transfert à la génération suivante) ? Comment répondre au constat de la crise de la prospective collective au niveau national ou global, et la relier à la prospective de soi ?

- Comment assurer le lien entre la perception de la réalité planétaire et les actes d'engagements concrets, ici, aux plans individuel et collectif, mais aussi au niveau de la solidarité internationale (inégalités croissantes dans l'accès aux ressources et concernant l'impact des changements climatiques) ?
- Comment renouer avec des idéaux de sobriété et de simplicité, en puisant dans les fondements bibliques et calviniens, sans tomber dans le travers sectaire mais par un discours audible par le plus grand nombre ?
- Comment répondre au sous-développement du spirituel dans les sociétés développées ; énoncer une parole d'Église audible dans la société laïque (les êtres humains ne peuvent être considérés comme des ressources seulement...) ?
- La question qui s'est posée dans l'après-guerre était : comment, dans des sociétés de haut niveau, ce degré de barbarie a-t-il pu être atteint ? Ce type de question anthropologique fondamentale n'a pas encore été posée concernant notre relation à la planète ; elle est à reprendre aujourd'hui sous cet angle.
- Comment revoir les choix implicites déterminant les représentations traditionnelles de la richesse ? La question du PIB p.ex. est structurée par la question de la guerre⁶. Le couple guerre-industrie structure encore de nos jours la comptabilité nationale. L'impensé considérable du PIB = impensé du malheur ! (préparer la guerre mondiale suivante) est à remettre à plat en élaborant de nouveaux indicateurs reposant sur d'autres définitions de la richesse.
- S'inscrire dans un renversement politique et culturel. Considérant que nous sommes sortis d'une vision du salut par l'économie, *travailler au sens du vivre ensemble*, et sur ses implications en termes de justice et de liberté notamment. Renouveler une forme d'existence plus équitable et durable, mieux en mesure d'exprimer la gloire de Dieu.
-

⁶ Patrick Viveret : repenser la richesse, 2005